

Comment a évolué la pression fiscale sous le premier quinquennat Macron

- Le site spécialisé Fipeco a analysé les données fiscales de la France et de ses voisins entre 2016 et 2021.
- Si les prélèvements obligatoires se sont globalement réduits dans l'Hexagone, ils n'ont pas évolué de la même manière selon qu'ils frappent le travail, le capital ou la consommation.

FISCALITÉ

Isabelle Couet
@icouet

Les réformes menées sous le premier quinquennat Macron ont-elles fait chuter la pression fiscale et mis la France au niveau des voisins européens ? C'est ce que Fipeco, le site spécialisé en finances publiques, a cherché à mesurer, en s'appuyant sur les dernières statistiques annuelles de la Commission européenne. L'étude compare ainsi les années 2016 et 2021.

Première observation : le taux des prélèvements obligatoires de la France est resté élevé. En 2021, il atteignait encore 45,1 % du PIB, ce qui représentait 4,4 points de plus que celui de l'Union européenne et 4 points de plus que celui de l'Allemagne. Sur les cinq années, l'Hexagone a toutefois enregistré une baisse de 0,6 point tandis que la pression a augmenté dans la zone euro et l'Union européenne (+1 point) et outre-Rhin (+1,9 point).

Derrière ces chiffres agrégés, on constate des évolutions différentes selon les types de prélèvements. L'écart entre la France et la moyenne communautaire en 2021 résulte d'abord des prélèvements sur le capital (pour 1,7 à 2 points), puis de ceux sur le travail (pour 1,5 à 2 points) et, dans une moindre mesure, des prélèvements sur la consommation (0,5 à 0,8 point).

(8,2 %). Si on les rapporte à l'assiette totale des prélèvements, ceux sur le travail sont en France inférieurs aux moyennes européennes.

Concernant le capital, la part des prélèvements dans le total est, en revanche, plus élevée en France que dans les États membres. Malgré le remplacement de l'ISF par l'impôt sur la fortune immobilière (IFI), la baisse du taux de l'impôt sur les sociétés, l'instauration d'un prélèvement forfaitaire unique sur les revenus des placements financiers, les prélèvements sur le capital ont augmenté entre 2016 et 2021.

Cette hausse s'explique par la hausse des recettes publiques issues des impôts sur l'immobilier (+7,8 milliards pour les droits de mutation à titre onéreux) et des droits sur les successions et donations (+6,2 milliards).

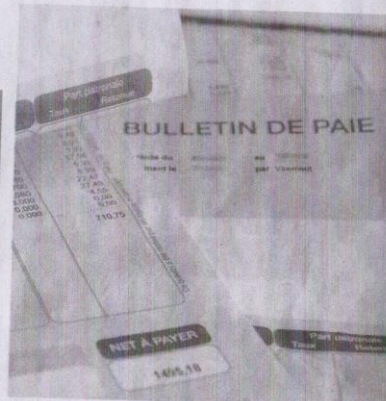
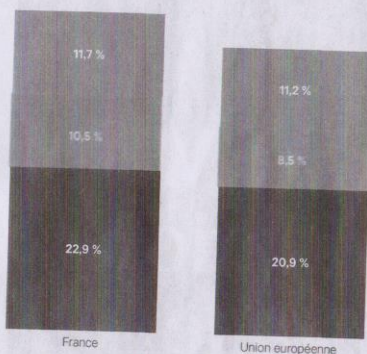
Les prélèvements sur le capital ont augmenté entre 2016 et 2021.

En effet, comme le rappelle Fipeco, les prélèvements sur le capital comprennent à la fois des prélèvements sur ses revenus (impôt sur le revenu, CSG...), sur son stock, autrement dit sa détention (taxes foncières, ISF-IFI...) et sur sa transmission (droits de mutation à titre gratuit ou onéreux). Sur la période étudiée, ces prélèvements ont légèrement augmenté en pourcentage du PIB

Les prélèvements obligatoires sur le travail, le capital et la consommation

En % du PIB, en 2021

■ Travail ■ Capital ■ Consommation



LES ÉCHOS / SOURCES : COMMISSION EUROPÉENNE, FPECO / PHOTO : SIPA

L'économie française tient bon, mais la facture énergétique pèse sur les entreprises

CONJONCTURE COMMUNICATAIRE EN 2021 résulte d'abord des prélèvements sur le capital (pour 1,7 à 2 points), puis de ceux sur le travail (pour 1,5 à 2 points) et, dans une moindre mesure, des prélèvements sur la consommation (0,5 à 0,8 point).

Baisse des prélèvements sur le travail

Dans le détail, en 2021, les prélèvements sur le travail représentaient 22,9 % du PIB dans l'Hexagone contre 20,9 % dans l'UE. En cinq ans, la France est passée du deuxième au cinquième rang européen (derrière notamment la Suède et quasiment à égalité avec l'Allemagne). La baisse observée sur la période s'explique par la substitution de la CSG à des cotisations salariales et par le remplacement du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE), dispositif phare du quinquennat Hollande (considéré comme une dépense publique par Bruxelles) par un allègement de cotisations patronales.

A noter toutefois que la France se distingue toujours par le poids des prélèvements sur le travail à la charge des employeurs : ceux-ci représentaient 12,2 % du PIB en 2021, plaçant l'Hexagone au premier rang, comme en 2016, loin devant l'Allemagne (7,1 %) et l'Union européenne

ments sur ses revenus (impôt sur le revenu, CSG...), sur son stock, autrement dit sa détention (taxes foncières, ISF-IFI...) et sur sa transmission (droits de mutation à titre gratuit ou onéreux). Sur la période étudiée, ces prélèvements ont légèrement augmenté en pourcentage du PIB (+0,2 point), une hausse plus faible que dans la moyenne des pays européens (+0,4 point) et notamment en Allemagne (+0,8 point).

La France est passée du premier au 3^e rang (à 10,5 % du PIB) en 2021, derrière le Luxembourg (11,5 %) et la Belgique (10,6 %), deux places financières importantes. Elle est restée bien au-dessus de l'Allemagne (7,7 %). L'Hexagone était par ailleurs troisième pour les impôts sur le stock de capital en 2021, à 4,2 % du PIB contre 1,5 % en Allemagne.

L'étude de Fipeco montre enfin que la France se situait au 17^e rang pour les prélèvements sur la consommation en 2021 (16^e en 2016) et au 19^e pour la seule TVA (18^e en 2016). Les prélèvements obligatoires sur la consommation représentaient 11,7 % du PIB en France en 2021 contre 11,2 % dans l'Union européenne. Principal prélèvement sur la consommation, la TVA affichait un rendement par rapport au PIB de 7,4 % en 2021, proche de la moyenne communautaire.

L'économie énergétique

L'activité a progressé dans l'industrie, les services et le bâtiment au premier trimestre, selon l'enquête de conjoncture de la Banque de France publiée mardi. Mais la détente sur les prix de l'énergie ne lève pas les inquiétudes.

Nathalie Silbert
@natsilbert

« La croissance française est là, elle est solide », s'est félicité mardi matin sur Europe 1 Bruno Le Maire. Alors qu'il doit transmettre le programme de stabilité à la Commission européenne avant la fin du mois, plusieurs indicateurs sont venus dans la journée conforter les propos de l'hôte de Bercy.

Le Fonds monétaire international (FMI) a confirmé s'attendre à une progression de 0,7 % du PIB dans l'Hexagone en 2023, quand l'Allemagne serait en légère récession. Un peu plus tard, la Banque

Covoiturage : la nouvelle prime de

SOCIÉTÉ

Le gouvernement a dévoilé mardi le nombre de nouveaux inscrits sur les plateformes de covoiturage depuis l'entrée en vigueur de son plan début 2023.

Anne Feitz
@aifeitz

ment, elle a été souscrite par 80.000 nouveaux conducteurs, selon les chiffres publiés mardi par le ministère de la Transition écologique. « Le succès du plan covoiturage est très encourageant, j'invite tout le monde à s'en saisir dès maintenant », s'est félicité Clément Beaune, le ministre délégué chargé des Transports, dans un communiqué. Le gouvernement a annoncé aussi le lancement d'une campagne nationale grand public, afin d'inciter les Français à partager leurs véhicules pour leurs trajets du quotidien

pour leurs trajets de moins de 80 kilomètres : 25 euros à l'inscription, puis 75 euros après avoir effectué 10 trajets supplémentaires. Le gouvernement a prévu d'y consacrer une enveloppe de 50 millions d'euros en 2023, correspondant à 500.000 nouveaux inscrits sur l'année.

Accélérer le rythme

Il faudra donc accélérer le rythme pour remplir l'objectif, qui vise à accentuer la décarbonation du secteur des transports.